



HAL
open science

Le développement des zones de savane du Tchad : enjeux, potentialités et perspectives

Aboubakar Ourde Ousta

► **To cite this version:**

Aboubakar Ourde Ousta. Le développement des zones de savane du Tchad : enjeux, potentialités et perspectives. 2003, 4 p. <hal-00143376>

HAL Id: hal-00143376

<https://hal.science/hal-00143376v1>

Submitted on 25 Apr 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Le développement des zones de savane du Tchad : enjeux, potentialités et perspectives

Aboubakar OURDE OUSTA

N'Djamena, Tchad

Résumé — Au Tchad, comme dans beaucoup de pays africains, le développement marque le pas. Même dans la zone des savanes méridionales, pourtant la plus favorisée du pays, les famines restent d'actualité. Pourtant, le pays recèle des potentialités importantes, tant en matière d'élevage que d'agriculture. Pour répondre aux problèmes auxquels font face les paysans, il convient de partir de leur propre analyse, et de s'appuyer sur des méthodes de recherche-action-développement. La recherche agricole a un rôle important à jouer, tant sur le plan des systèmes de culture et d'élevage que sur celui de la transformation des produits et des filières. L'Etat doit aussi avoir une politique plus volontariste. Le plus important reste qu'il faut tenir compte plus largement des aspirations du monde rural, aussi bien pour élaborer les politiques de développement et définir les priorités de recherche.

Abstract — **Le développement des zones de savane du Tchad : enjeux, potentialités et perspectives.** Au Tchad, comme dans beaucoup de pays africains, le développement marque le pas. Même dans la zone des savanes méridionale,s pourtant la plus favorisée du pays, les famines restent d'actualité. Pourtant, le pays recèle des potentialités importantes, tant en matière d'élevage que d'agriculture. Pour répondre aux problèmes auxquels font face les paysans, il convient de partir de leur propre analyse, et de s'appuyer sur des méthodes de recherche-action-développement. La recherche agricole a un rôle important à jouer, tant au niveau des systèmes de culture et d'élevage qu'au niveau de la transformation des produits et des filières. L'Etat doit aussi avoir une politique plus volontariste. Le plus important reste qu'il faut tenir compte plus largement des aspirations du monde rural, aussi bien pour élaborer les politiques de développement et définir les priorités de recherche.

Introduction

Le développement des zones de savane du Tchad ne peut se concevoir sans que la faim soit complètement éradiquée de ces zones. En effet, comment parler d'un véritable développement rural quand les populations concernées sont d'abord préoccupées par des questions de survie ? Comment parler de développement quand ces populations sont aussi préoccupées par les questions de sécurité, de santé, d'éducation, d'enclavement ?

Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, écrivait ainsi : « *Dans chaque société, riche ou pauvre, il y a des enfants qui ont trop faim pour se concentrer à l'école, des mères trop maigres qui donnent naissance à des enfants malades et des adultes souffrant de faim chronique qui n'ont pas assez d'énergie pour donner à leur famille plus que le minimum vital. Lorsqu'elle est généralisée, la faim est aussi un problème de développement fondamental car elle fait obstacle à la croissance économique et empêche des millions d'êtres humains d'échapper à la misère* ».

Cette citation illustre bien la place centrale de la sécurité alimentaire dans le développement d'un pays. Dans le cas du Tchad, où l'on pourrait penser que ces problèmes affectent surtout la zone saharienne et la zone sahélienne, de difficiles expériences récentes ont montré qu'ils sont encore aussi malheureusement d'actualité dans la partie méridionale du pays, pourtant plus favorisée au plan climatique.

De par le monde, 1 milliard de personnes gagnent moins d'un dollar par jour. Cette situation semble paradoxale à l'heure de la mondialisation, à l'heure du village planétaire. Cette problématique interpelle la recherche agricole, particulièrement dans un pays comme le Tchad.

Contexte et enjeux

Depuis une quarantaine d'années, l'on s'adonnerait à un exercice appelé « développement ». Depuis lors à quels résultats est-on arrivé ? La plupart des observateurs pensent que c'est un échec. En effet, qu'observons-nous ? Les populations africaines sont de plus en plus pauvres. Les systèmes de production sont en déphasage par rapport aux objectifs de durabilité. Les rendements sont de plus en plus faibles et la faim prend des proportions de plus en plus grandes.

L'analphabétisme est toujours présent dans le monde rural constituant un obstacle à la connaissance. Le développement par le mode coopératif (groupement, association, coopérative, etc.) n'a pas tenu ses promesses. La production agricole est toujours conditionnée par les aléas climatiques. Les cultures de rente ne rapportent de revenus suffisants pour permettre aux producteurs d'épargner et d'investir dans la promotion de leurs activités. Les potentialités agro-sylvo-pastorales sont sous exploitées.

Le tandem recherche-vulgarisation a atteint ses limites. Ici, la vulgarisation n'a laissé très peu de place à la prise en compte des préoccupations des populations rurales.

Les producteurs ruraux, quant à eux manqueraient de vision à moyen et long terme faute de références.

La non-maîtrise par les producteurs des prix des matières premières qu'ils produisent, constitue également un obstacle au développement du monde rural. Sur le plan politique, il y a aussi beaucoup à explorer. Là également, l'absence de politique clairvoyante doit être soulevée.

Pour conclure cette partie, l'on retiendra ce que disait Nomaye Madana, lors des manifestations du 30^e anniversaire du CEFOD à N'Djamena. Selon lui, le fonctionnaire tchadien a perdu de son pouvoir d'achat en 30 ans d'une manière exceptionnelle, car le même fonctionnaire en 1967 qui gagnait 36 000 F CFA¹ pouvait acheter avec un seul salaire trois vélos, tandis qu'en 1997 avec un salaire de 46 000 F CFA, il lui faut quatre mois de salaire afin d'acheter le même vélo qui coûte désormais 120 000 F CFA. Pendant cette même période, le ratio population rurale / population urbaine tourne en faveur des urbains du fait de l'exode.

Potentialités

Les potentialités existent mais sont mal exploitées.

Le potentiel agricole tchadien est évalué à 39 millions d'hectares de terres cultivables soit 30 % du territoire.

Sur le plan des ressources naturelles, les forêts naturelles et les terres boisées sont estimées à 32,5 millions d'ha auxquels s'ajoutent 10 000 ha de reboisement. Dans ce domaine également, l'on constate une sous exploitation dans certains cas et une surexploitation dans d'autres. Ainsi donc, l'exploitation de la gomme arabique par exemple est déséquilibrée selon les régions, tout comme le karité dont l'exploitation n'a guère dépassé le cadre familial ou du marché local tandis que dans certains pays de l'Afrique de l'ouest comme le Burkina ou le Mali, c'est une véritable exploitation industrielle. D'autre part, le secteur de la pêche offre des ressources importantes.

1 1 Euro = 656 F CFA

Sur le plan des potentialités en terres irrigables, les chiffres suivants illustrent la sous exploitation de ce domaine. En effet, selon la FAO, sur un potentiel de 5,6 millions d'hectares, 335 000 ha sont facilement irrigables. Or, actuellement seuls 7 000 ha sont irrigués, auxquels il convient d'ajouter les 2 000 ha en cours d'aménagement par la coopération taïwanaise dans la zone rizicole de Bongor.

Le potentiel animal est également sous-exploité. Malgré les conditions climatiques aléatoires, les pâturages naturels représentent 84 millions d'ha soit 65 % de la superficie du pays.

L'expérience des Caisses d'épargne et de crédits (CEC) montre que le monde rural regorge de potentialités qui n'attendent que d'être mobilisées.

Perspectives

L'échec des projets, des actions de développement conduites par les services publics et les ONG, des modèles importés, nous invite à réfléchir et à nous poser un certain nombre de questions.

Quelles réponses donner aux producteurs, des transformateurs et des consommateurs ?

Cette situation a conduit certains chercheurs africains à parler de vision ou de « démarche par le rêve » ou encore d'aspirations au lieu de besoins à satisfaire.

La démarche de projet par la Recherche action développement (RAD) mérite de retenir l'attention si celle-ci est bien conduite.

La formation des producteurs ruraux sur des thématiques bien précises contenues dans leurs projets avec des voyages d'échange peut valablement contribuer à soutenir les initiatives des producteurs.

La place de la recherche agricole

La recherche agricole a un rôle moteur à jouer dans le développement économique et social des sociétés rurales. Pour ce faire, il y a lieu de tenir compte des conditions suivantes :

- la recherche doit être une recherche appliquée et tenir compte de ce qui existe déjà ;
- elle doit tenir compte des aspects économiques et de la durabilité ;
- elle doit avoir un esprit d'anticipation ;
- les questions de filières doivent faire l'objet d'une attention soutenue avec un accent particulier sur la transformation des produits comme condition pour une valeur ajoutée certaine ;
- la recherche agricole doit aussi se préoccuper des aspects sexo-spécifiques des innovations.

Le rôle de l'Etat

L'Etat doit veiller à la mise en cohérence du développement du pays. Pour ce faire, il doit :

- adopter et conduire une politique volontariste ;
- soutenir le monde rural par des infrastructures routières, éducatives et d'alphabétisation fonctionnelle ;
- apporter un appui conséquent sur le plan institutionnel, fiscal et juridique pour la promotion du secteur privé ;
- mener des actions concrètes pour la lutte contre la désertification ;
- développer une véritable politique d'aménagements hydro-agricoles ;
- apporter un appui sans faille à la recherche agricole, comme au Mali avec une contribution annuelle budgétaire de 1 milliard de F CFA.

Conclusion

Le développement rural est une entreprise très complexe, qui ne saurait être traitée en un seul colloque. Le chapitre est donc loin d'être fermé.

Le plus important reste qu'il faut tenir compte plus largement des aspirations du monde rural, aussi bien pour élaborer les politiques de développement et définir les priorités de recherche.

Bibliographie

ARDITI C., 1999. Paysans sara et éleveurs arabes dans le sud du Tchad : du conflit à la cohabitation ? *In* Baroin C., Boutrais, J. (éds.). L'homme et l'animal dans le bassin du lac Tchad. Réseau Méga-Tchad : Colloque d'Orléans, France, 15-17 octobre 1997. Paris, IRD, p. 555-573.

DJONDANG K., 2003. Gestion d'exploitations agricoles dans un contexte de culture de coton : l'exemple de la zone soudanienne au Tchad. Thèse de Doctorat. Toulouse, France, INP-T / PRASAC - CIRAD, 359 p.

MAGRIN G., 1996. Crise climatique et mutation de l'agriculture : l'émergence d'un grenier céréalier entre Tchad et Chari. *Annales de géographie*, n° 592, p. 621-644.

MAGRIN G., 1999. Des famines au Tchad utile. Réflexions sur les relations entre coton et sécurité alimentaire dans la zone soudanienne au Tchad. N'Djamena, Tchad - Montpellier, France PRASAC/CIRAD, 87 p.

MAHO A., 2000. Contrainte au développement de l'aviculture dans la zone méridionale du Tchad : cas des terroirs de référence NGoko, Tchanar et Djoy. LRVZ/PRASAC, N'Djamena, Tchad, 13 p.

MBAYHOUEDEL K., 2001. Compte rendu du Comité recherche-développement du Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique centrale. Pala, 27-28 février 2001. N'Djamena, PRASAC-Tchad, 80 p.

MOPATE LOGTENE Y., ZEUEH V., DASSERING O., 2001. Aperçu sur les systèmes de production animale en zone soudanienne du Tchad. Etude bibliographique. N'Djamena, Tchad, PRASAC/LRVZ, 48 p.

NGAMINE J., ALTOLNA M., GUIBERT H., 1998. Au Tchad, le projet terroir-exploitation-parcelle : un exemple de collaboration étroite entre la recherche et le développement. *Agriculture et Développement*, n° 20, p.33-46.

NGAMINE J., ALTOLNA M., 2000. Flux de biomasse et gestion de la fertilité : étude de cas dans trois terroirs agro-pastoraux du sud du Tchad. *In* : Fertilité et relations agriculture-élevage en zone de savane : actes. Atelier sur les flux de biomasse et la gestion de la fertilité à l'échelle des terroirs. Montpellier, 5-6 mai 1998. Montpellier, France, CIRAD, p. 13-25.

NGAMINE J., GUIBERT H., ALTOLNA M., 2000. L'expérience tchadienne à travers le projet gestion de terroirs. *In* Manichon H., Pichot J. (éds.), Actes de l'atelier d'échanges et de formation sur les pratiques paysannes et durabilité. Bobo Dioulasso, 8-15 octobre 1995. Montpellier, France, CIRAD, p. 117-120.

OURDE OUSTA O., 1997. La recherche agronomique au Tchad. *In* Seiny Boukar L., Poulain J.F., Faure G. (éds.) - *Agricultures des savanes du Nord-Cameroun. Vers un développement solidaire des savanes d'Afrique centrale.* Actes de l'atelier d'échange de Garoua, 25-29 novembre 1996. Montpellier, France, CIRAD, p. 481-482.

PRASAC-TCHAD, 2000. Bref compte-rendu du Comité recherche-développement PRASAC-Tchad 2000. N'Djamena, Prasad-Tchad, 6 p.

REOUNODJI F., 2003. Espaces, sociétés rurales et pratiques de gestion des ressources naturelles dans le sud-ouest du Tchad. Vers une intégration agriculture-élevage. Thèse. Université Paris I / PRASAC - IRD - CIRAD, 436 p.

SOUGNABE P., KOUSSOU M.O., DUTEURTRE G., 2001. La gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs au sud du Tchad : succès et limites des comités locaux. *In* Elevage et gestion de parcours au Sahel, implications pour le développement. Tielkes E., Schlecht E., Hiernaux P. (éds). Atelier régional ouest-africain sur la gestion des pâturages et les projets de développement. Niamey, Niger, 2-6 octobre 2000. Stuttgart: Verlag Grauer, p. 225-234.